

TRIBUNE VERSION LONGUE – 26 août 2023

Vers le tout-régénératif : quand un concept militant est détourné en vol et développé hors-sol

Développé dans les années 80 par le Rodale Institute, pionnier américain de la bio, pour lutter contre l'agriculture biologique dite « industrielle » et le détournement des systèmes de production bio par l'agro-industrie, le concept d'« agriculture régénérative » a été un temps été l'affaire de militants historiques de l'agroécologie comme l'activiste indienne Vandana Shiva¹. Leur objectif était de développer une « agriculture biologique régénérative », en renforçant plusieurs aspects du cahier des charges, « pour garantir non seulement l'absence de produits chimiques dans nos aliments, mais aussi la santé du sol, le bien-être des animaux et celui des travailleurs agricoles. » Avec le soutien du Rodale Institute, et l'engagement d'entreprises pionnières comme Patagonia ou Dr. Bronner's, une certification naît en 2017 de cette approche : Regenerative Organic Certified (ROC) - peu présente en France mais néanmoins proposée par Ecocert. Jusqu'ici la démarche est évidemment vertueuse : elle vise notamment à renforcer la bio qui, avant-même la crise du pouvoir d'achat, pâtissait de la confusion créée par l'apparition de nouvelles « étiquettes » environnementales, comme la démarche « sans pesticides » affichée par certaines marques de fruits et légumes, le label « Bee Friendly », la certification HVE promue par le gouvernement en France, etc.

C'est alors, selon Helena Norberg-Hodge, militante écologiste et philosophe britannique de renom, que l'expression d'« agriculture régénérative » est récupérée par des grands groupes de l'agroalimentaire, de Nestlé à Cargill en passant par Mondelez, qui s'en emparent pour pérenniser (en la repeignant en vert) leur approche d'une agriculture productiviste et industrielle, certes enrichie des pratiques vertueuses de l'agriculture de conservation des sols (refus du labour, couverture du sol, rotation des cultures)... mais à l'encontre du bio local qu'elles persistent à refuser (alors qu'il est prouvé que les fermes bio permettent d'avoir 30 à 50% de biodiversité en plus) ! Il faut dire qu'entretemps ces groupes ont découvert que leur « amont » agricole pèse généralement autour de 75% de leurs émissions, mais aussi que l'agriculture intensive a fatigué les terres - ce qui menace leurs rendements² tout autant que le dérèglement climatique... Du coup les programmes d'agriculture régénératrice développés par ces groupes encouragent les agriculteurs en amont à modifier leurs pratiques agricoles de manière à réduire les impacts environnementaux par rapport à l'agriculture conventionnelle et/ou à restaurer le carbone dans les sols. Le problème est qu'à l'inverse du label bio qui était la base du concept et dont les pratiques sont strictement encadrées, l'agriculture régénératrice relève de stratégies discrétionnaires, sans définition légale ou réglementaire ni contrôle. D'ailleurs les acteurs industriels en question, précisément en quête d'un peu plus de souplesse que ce que les strictes exigences du bio ne dictent, ne s'engagent pas sur la certification ROC. Et les militants de pointer du doigt le fait que les groupes n'investissent pas beaucoup dans ces programmes (1,5 % du total des dividendes versés pour Nestlé par exemple), laissant les agriculteurs couvrir les coûts de mise en œuvre de ces nouvelles pratiques et détournant ainsi l'attention de leurs émissions directes³... Sans oublier le fait qu'ils gardent le recours à la chimie synthétique « bien dosée », comme le glyphosate qui ne régénère pas exactement les nappes phréatiques dont il est le premier polluant et les herbi-

¹ Voir en particulier son livre « Une agriculture qui répare la planète : les promesses de l'agriculture biologique régénérative » co-écrit avec l'Ifoam-Organics International (Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique)

² Voir l'article « McCain récolte les premiers fruits de l'agriculture régénératrice » dans le Monde du Surgelés mettant en avant un gain de rendements de 11% sur les 8 fermes pilotes.

³ Voir l'article de l'ONG GRAIN « An agribusiness greenwashing glossary », septembre 2022, sur le site Localfutures.org

cides, fongi-cides ou pesti-cides dont le suffixe indique assez clairement qu'ils ne sont pas du côté de la régénération de la vie⁴ !

Pour ne rien arranger, l'industrie textile a rapidement suivi, et des marques comme Prada, Gucci ou StellaMcCartney semblent désormais préférer le terme de « régénératif » à celui de « durable » - lui conférant un côté cool qui sort de l'agriculture⁵. Résultat : manifestement libéré de toute contrainte d'atterrissage dans le réel, le mot est devenu « valise » et se promène désormais dans des domaines variés où il semble absolument « hors-sol » : leadership régénératif, économie régénérative, entreprise régénérative, management régénératif, achats régénératifs, etc. Et on se retrouve avec un concept qui chante plus qu'il ne parle : issu des plus ardents militants, il s'est curieusement installé en tête des mots compte triple dans les grands groupes de tous secteurs, de Pepsi à Axa. A la Convention des Entreprises pour le Climat, il est sur toutes les bouches aussi, même si les plus fervents défenseurs de « l'économie régénérative » ou de « l'entreprise régénérative » concèdent à la fin de leur plaidoyer qu'en réalité il s'agit d'un objectif impossible à atteindre, qui reculera toujours devant celui qui s'y attelle...

Le problème, comme s'en inquiétait assez justement en 2020 la Regenerative Organic Alliance (ROA) à l'origine du concept, est que « si tout le monde commence à utiliser le terme "régénératif", il va se banaliser et se vider de sens, et nous allons perdre la puissance du concept, comme cela s'est produit pour « durable » ou « naturel ». » Certes, notre capacité à imaginer nouveaux récits alternatifs et désirables pour le futur précède et active notre capacité à les réaliser. D'ailleurs, ce que cette évolution du langage dans les entreprises révèle surtout, c'est une prise de conscience salutaire du fait que la RSE « as usual », réduite à la minimisation « en silo » des impacts négatifs des activités (sans repenser celles-ci, ni son offre ou son modèle économique de manière plus systémique), ne suffit pas pour se hisser à la hauteur des enjeux de notre époque - qu'il s'agisse du climat ou du vivant. Il faut d'abord ne pas nuire, et ensuite soigner : rien de bien nouveau depuis Hippocrate. On comprend d'ailleurs que le terme « régénératif » plaise aux dirigeants qu'il emmène du côté lumineux de la force, loin des contraintes et de l'éco-anxiété : il répond à leur double besoin de croire à la possibilité de réinventer leur activité dans les limites planétaires (qui permettent la vie), et d'imaginer un avenir positif (voire une réparation ou une résurrection possibles) en alternative à l'effondrement dont on nous menace – sans aucun doute, le préfixe *re-* est plus optimiste que le *dé-* ou le *trans-* qui peuplent les discours militants !

Mais changer les mots ne suffit pas à changer les pratiques et les stratégies, ni à accélérer le mouvement dans la bonne direction - au sens où, par exemple, le référentiel B Corp essaie de le mesurer, au fil des versions de ses standards. Et ce n'est pas parce que des départements Développement durable ou RSE se rebaptisent « régénératif », ni parce que des entreprises inscrivent explicitement ce mot dans leur raison d'être, qu'on a le moins du monde avancé dans le bon sens. Sauf à souscrire à une vision très binaire et simpliste des choses qui est évidemment contre-productive : on serait donc régénératif... pour ne pas être dégénératif !

Il est frappant de constater que, pendant que les grands groupes et les nouveaux convertis nous expliquent que la responsabilité sociale des entreprises (RSE), qui est encore loin d'être la norme partout, même si la loi européenne rattrape la patrouille, est un concept obsolète et qu'il faut désormais viser l'entreprise régénérative, les entreprises pionnières de ce mouvement font très exactement le mouvement inverse. Ainsi, Patagonia (l'une des rares entreprises engagées sur la certification ROC, qui porte la vision originelle d'une bio régénératrice)

⁴ Certains experts, comme Lionel Vilain, mettent en cause "l'indice de régénération des sols" en le jugeant arbitraire et partial, dépourvu de valeur scientifique et opérationnelle – puisqu'aboutissant finalement à 4 "diagnostics-interprétations" rudimentaires répartis entre les classes "standard, assez bien, bien et excellent ».

⁵ Voir l'article « The new buzzword in fashion » du *Financial Times* en 2021

évite désormais d'utiliser le terme « développement durable » en considérant qu'il est trop galvaudé et surtout qu'il suggère à tort que ses activités feraient partie de la solution et plus du problème. Pas non plus de mots-valises, qui perdent leur sens à force d'être utilisés, chez VEJA : on dit ce qu'on fait, tout simplement – comme le résume ce slogan sur un mur de la boutique de New-York : « Sustainability is an empty word, we choose reality » (le développement durable est un mot vide, nous préférons la réalité.).

C'est assez dire combien ce foisonnement lexical pourrait bien *in fine* nous éloigner de l'entrepreneuriat et du *business*... alors même que les entreprises sont loin d'avoir répondu à la question-clé : comment inventer, à partir des exigences que nous impose l'état de la planète, une nouvelle façon d'entreprendre et d'innover, réajustée au monde, une façon de conduire les activités humaines qui se conçoit dans le vivant et non en dehors, une approche renouvelée de la prospérité et des modèles économiques ? Le risque est que les concepts "hors-sol" nous empêchent en réalité de "faire atterrir" les changements et les solutions nécessaires. Le secret de l'action, disait Alain, ce n'est pas tant d'en parler... que de s'y mettre. Ce que l'Etat, arbitre des étiquettes, pourrait utilement orienter demain en mettant fin au commerce des mots et des fausses transitions, comme il l'a déjà fait sur la neutralité carbone.

SIGNATAIRES de la [version courte publiée dans Le Monde](#)

Pascale Baussant et Isabelle Susini, présidente et directrice du 1% For The Planet
Davide Bollati, président, Davines Group
Augustin Boulot, délégué général, B Lab France
Dominique Bourg, prof. honoraire, Université de Lausanne
Perrine Bulgheroni, consultante en permaculture
Philippe Camburet et Sophia Majnoni d'Intignano, président et déléguée générale, FNAB
Jacques Caplat, agronome et anthropologue, Agir Pour l'Environnement
Boris Cyrulnik, neurologue, psychanalyste
Michel Devillairs, la Ferme Bio de They
Cyril Dion, auteur, réalisateur et activiste
Julia Faure, co-fondatrice de Loom
Valentine de Ganay, fondatrice des Jardins de Courances
Charles Kloboukoff, président, Lea Nature
Satish Kumar, fondateur du Schumacher College
Camille Labro, journaliste et présidente de L'école comestible
Elisabeth Laville, fondatrice, Utopies
Erwan Lecoœur, sociologue
Corinne Lepage, avocate, présidente Huglo & Lepage
Helena Norberg-Hodge, directrice, Local Futures
Anne-Sophie Novel, journaliste indépendante
Audrey Pulvar, maire-adjointe de Paris
Dominique Potier, député de Meurthe-et-Moselle
Pierrick de Ronne, président, Biocoop
Emilie Rousselou, directrice d'EUfarms
Patrick Scheyder, pianiste, auteur, concepteur de spectacles
Michael Shuman, économiste, professeur à Bard Business School (NY)
Olivier Sibony, professeur à HEC
Auréliac Tacquard, ingénieure en agrodevelopment
Laure Verdeau, directrice de groupement d'intérêt public en agriculture
Françoise Vernet, présidente de Terre & Humanisme
Lionel Vilain, agronome consultant
Alice Waters, restauratrice, fondatrice de Chez Panisse, activiste
Elisabeth Whitlow, directrice exécutive, Regenerative Organic Alliance